

LA HONGRIE, UN ÉTAT AUTORITAIRE EN EUROPE

Balázs Berkovits

Editions Esprit | « Esprit »

2014/12 Décembre | pages 123 à 126

ISSN 0014-0759

ISBN 9791090270541

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-esprit-2014-12-page-123.htm>

!Pour citer cet article :

Balázs Berkovits, « La Hongrie, un État autoritaire en Europe », *Esprit* 2014/12 (Décembre),
p. 123-126.

DOI 10.3917/espri.1412.0123

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Esprit.

© Editions Esprit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA HONGRIE, UN ÉTAT AUTORITAIRE EN EUROPE

À l'issue des élections du printemps 2014, la majorité gouvernementale du parti Fidesz de Viktor Orbán a été reconduite en obtenant les deux tiers des sièges au Parlement. Les élections ont été contestées par l'OSCE, à cause du remodelage du système électoral en faveur du parti au pouvoir, de la partialité des médias publics et des lois extrêmement restrictives régulant la campagne électorale. Le constat s'impose : les élections n'ont été ni entièrement libres ni justes. Pourtant, ce rapport a eu très peu d'échos, aussi bien en Hongrie qu'en Europe : l'attitude de l'Union européenne à l'égard de la Hongrie, État qui bafoue les libertés fondamentales en construisant un pouvoir monolithique, est pour le moins ambiguë. On l'a encore vu avec la nomination du très critiqué Tibor Navracsics comme commissaire européen à la Culture (il fut ministre de la Justice de Viktor Orbán pendant quatre ans), alors même que la commission Culture du Parlement européen s'y était opposée.

Scandales en cascade

Pourtant, c'est peut-être la première fois que ce gouvernement autoritaire et dictatorial, au pouvoir depuis quatre ans et demi, fort de sa majorité illégitime des deux tiers, semble vivre des moments difficiles. Au cours des derniers mois ont

émergé quelques scandales politiques de grande envergure qui auraient pu (ou pourraient peut-être encore) ébranler le gouvernement de Viktor Orbán : une chasse aux sorcières contre les ONG hongroises ; le conflit avec les États-Unis, qui ont interdit l'accès à leur sol à certains hauts responsables hongrois, les accusant implicitement de corruption ; la mobilisation des Hongrois contre le projet de taxe internet du gouvernement¹.

Suite à tous ces scandales, dont le plus important est incontestablement l'affaire de corruption communiquée par André Goodfriend, chargé d'affaires à l'ambassade américaine de Hongrie, la Hongrie devrait traverser une crise gouvernementale. En effet, si les noms des Hongrois interdits de séjour aux États-Unis n'ont pas été officiellement révélés (conformément à la législation américaine), parmi ces personnalités figurent probablement un conseiller du Premier ministre, quelques personnes travaillant pour un *think tank* du gouvernement, d'autres responsables gouvernementaux, ainsi que Ildikó Vida, la présidente de l'Autorité fiscale hongroise (NAV). Cette dernière l'a d'ailleurs elle-même confirmé, après avoir été interrogée par la presse indépendante. Pourtant, aucune procédure judiciaire ou enquête policière n'a été initiée contre elle, et elle n'a pour l'instant pas démissionné, car le gouvernement hongrois

1. Orbán l'a présenté comme une manière de faire bénéficier le pays des profits engendrés par l'industrie numérique, mais beaucoup y ont plutôt vu une tentative du gouvernement de reprendre la main sur un secteur plus libre que celui des médias traditionnels.

« attend des preuves de la part des États-Unis ».

Il se trouve que M^{me} Vida est une ancienne proche collaboratrice de l'oligarque le plus puissant du pays, Lajos Simicska (ami de longue date d'Orbán, qui, maintenant, apparemment, suivant le modèle russe même en cela, s'est reconverti en son ennemi) qui lui-même, en 1998-1999, lors du premier gouvernement Orbán, fut président de la NAV (M^{me} Vida était alors vice-présidente). Bien entendu, à tous les niveaux de l'administration, on retrouve des personnages issus des compagnies des oligarques amis, qui garantissent la « bonne distribution » des fonds de l'État, y compris et surtout des fonds européens. Bruxelles, jusqu'ici, a fermé les yeux sur les affaires de corruption et de détournement d'argent. Cette fois, les États-Unis (pourtant beaucoup moins concernés) se sont avérés plus impatients ; signe de la gravité de l'affaire, jamais ils ne se sont comportés ainsi avec un pays allié (c'est un traitement réservé d'habitude à la Russie ou à l'Iran). L'Union européenne suivra-t-elle l'exemple américain ?

Dans l'autre affaire, celle des fonds norvégiens², Orbán ne fait que poursuivre ce qu'il a déjà annoncé lors de son discours de Tusnádfürdő, au mois de juillet 2014, concernant sa volonté de construire une « démocratie illibérale », en prenant modèle sur la Russie, la Turquie et la Chine.

2. Le gouvernement hongrois a argué d'irrégularités dans le financement de certaines ONG par la Norvège et les a interdites d'activité pendant la durée de l'enquête – dont la Norvège ne reconnaît pas la légitimité.

Sa lutte contre les ONG entre parfaitement dans ce projet, car à l'instar de Poutine, il les considère comme des bastions politiques de l'Ouest voulant influencer les affaires intérieures des États qui ont une conception « différente » des droits fondamentaux. Mais il faut savoir aussi qu'en Hongrie les ONG, faute de véritable opposition politique, constituent les seuls obstacles au plein développement du régime d'Orbán. C'est pour cela qu'elles sont toujours accusées d'être des agents non seulement de l'Ouest, mais aussi des partis politiques d'opposition – stratégie habituelle du gouvernement qui essaie de lier, symboliquement mais aussi matériellement, tout mécontentement, toute révolte et même toute action civile qui va à l'encontre de sa volonté, à des partis d'opposition discrédités.

Face à de telles affaires, on assisterait à une crise gouvernementale dans n'importe quel autre pays européen. Mais la Hongrie est différente : elle est devenue un pays où un scandale n'en est plus un, un pays sans conséquences. Puisqu'il n'y a plus d'institutions indépendantes, plus de partis d'opposition véritables, que les médias libres se réduisent comme peau de chagrin, les mécontentements n'ont plus de relais.

Une démocratie « illibérale »

Le discours d'Orbán en juillet a provoqué des réactions assez fortes aussi bien de la part des partis d'opposition que dans la presse internationale. Pourtant, force est de constater que ce que le Premier ministre a

exprimé est moins un programme pour l'avenir que la réalité vécue en Hongrie depuis au moins quatre ans. Le problème des partis d'opposition est précisément qu'ils maintiennent l'apparence de la normalité : ils participent aux élections, ils siègent au Parlement ainsi que dans des municipalités sans avoir la moindre influence. Leur présence légitime un régime antidémocratique qu'ils ne pourront jamais vaincre en acceptant les cadres existants. Pour cette raison, à chaque fois qu'une nouvelle mesure pénalisant les pauvres, détruisant l'école, bafouant les libertés, etc., est introduite, les partis d'opposition déclarent l'avènement de la fin du monde, comme si on était devant quelque chose d'inédit. Mais ensuite ils continuent à jouer leur rôle habituel. Pourtant, la fin du monde de la démocratie et la misère qui ne cesse de croître sont inhérentes à ce régime illégitime que l'opposition impuisante ne cesse de légitimer.

Le terme de « démocratie illibérale » n'est donc que la première formulation ouverte et sans état d'âme d'un état de fait, dont l'Union européenne n'est toujours pas consciente (tout comme les partis d'opposition hongrois...). C'est pour cela que les commentateurs européens (que ce soit des politiciens ou des journalistes) sont choqués par ces propos. Pourtant, il n'y a rien de nouveau : la république et l'État de droit n'existent plus, les institutions indépendantes ont été mises à bas, la liberté de la presse n'est que formelle, car l'espace public est envahi et investi par le parti au pouvoir, etc.

Tout cela donc est déjà acquis : mais, bien sûr, on peut toujours faire

pire. Au programme des quatre années à venir, on trouve la volonté de « réduire à zéro les aides » (propos d'Orbán) aux chômeurs et aux pauvres, c'est-à-dire d'inclure tout le monde et en permanence dans le travail forcé et à peine rémunéré (« travail d'intérêt public ») organisé par les communautés locales ; de réduire drastiquement le nombre de bacheliers (fermeture de lycées) et de réorienter les élèves vers les formations professionnelles (en piteux état). La volonté d'Orbán de construire une société « fondée sur le travail », en contraste avec l'« Ouest », trop social, signifie se débarrasser de tous les acquis sociaux (déjà extrêmement réduits) et pénaliser encore plus les pauvres.

Un espoir de changement ?

Mais un événement est intervenu, qui pourrait déstabiliser le gouvernement. Au mois d'octobre, Budapest a été le lieu d'une grande manifestation, organisée uniquement par des civils, contre la taxe sur l'internet, une idée liberticide de plus du Premier ministre Orbán. Car, au fond, son intention aurait été de reprendre en main les fournisseurs d'accès à l'internet après qu'ils ont fait faillite suite à cette nouvelle imposition (stratégie qui marche plutôt bien dans d'autres domaines), et de pouvoir ainsi contrôler le contenu qui y apparaît. Il faut savoir que l'unique source d'information indépendante pour les Hongrois est aujourd'hui l'internet. Conséquence imprévue pour le gouvernement (qui a été obligé de retirer le projet de loi, ne

serait-ce que temporairement) : des dizaines de milliers de manifestants (et surtout des jeunes) se sont mobilisés, dont beaucoup avaient certainement voté pour le Fidesz lors des scrutins récents, et dont la majorité n'a jamais exprimé d'opinion politique publiquement.

La manifestation, organisée sur Facebook, qui a fait la une de beaucoup de journaux européens et même américains, n'a même pas été mentionnée par des chaînes de radio publiques en Hongrie, et à peine par les chaînes de télévision – la meilleure stratégie étant de taire et de minimiser la portée du mécontentement contre le gouvernement. Les médias en Hongrie aujourd'hui étant sous l'influence du pouvoir (on remanie souvent les rédactions, publiques comme privées, sous prétexte de « changement de profil » ou de « contraintes financières », mais clairement pour des raisons politiques), l'enjeu de l'internet est capital.

Les manifestations, jusqu'à aujourd'hui extrêmement prudentes, vont se poursuivre ; peut-être vont-elles s'amplifier, et prendre à bras-le-corps les affaires de corruption et la misère croissante. On ne peut que le souhaiter, car c'est la seule manière aujourd'hui de mettre le gouvernement en difficulté.

Balázs Berkovits